

Discours

Discours de Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de la Convention Culture de l'UMP

Paris, mardi 27 septembre 2011

Madame la ministre, chère Roselyne Bachelot,
Mesdames, Messieurs,



Contact presse

Département de l'information et de
la communication

01 40 15 74 71
service-presse@culture.gouv.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

www.culture.gouv.fr

Je tiens tout d'abord à saluer le foisonnement d'idées qui a animé vos débats. Grâce à la force d'initiative de Jean-François Copé et de Roselyne Bachelot, grâce à tous ceux que vous avez su mobiliser autour de cette convention, le fruit de vos réflexions s'adresse en effet avant tout aux Français ; il traduit un engagement fort de la majorité pour que les politiques culturelles aient toute leur place dans la campagne présidentielle qui s'annonce. On ne répètera jamais assez qu'elle est un facteur majeur d'intégration, de créations d'emplois, une valeur essentielle dans la vie des Français, une dimension primordiale de rayonnement international.

Vous avez choisi aujourd'hui de mettre l'accent sur le soutien à la création et la démocratisation culturelle. Vous savez mon attachement à ces deux volets cruciaux de mon action au ministère de la Culture et de la Communication. Je voudrais à ce titre partager une conviction personnelle avec vous, qui concerne aussi bien l'acte créateur que la réception des œuvres. La culture ne relève pas seulement du collectif : elle touche également à l'intime, à la construction de soi, à une liberté dans les choix que l'individu opère sur lui-même et sur ce que lui offre le monde. La culture est faite de choix personnels tout autant que de plaisirs partagés, l'un n'excluant pas l'autre. C'est aussi, je crois, ce qui distingue notre approche de celle que proposent les candidats de l'opposition, volontiers enclins à ne souligner que la seule dimension du collectif – dans une sorte d'anachronisme, finalement, à l'heure où l'individualisation des pratiques culturelles se renforce, notamment avec le tournant du numérique. L'individualisation des pratiques culturelles n'est ni un mal ni un bien : c'est un fait que toute politique culturelle se doit de prendre en compte. C'est précisément cette liberté dans la construction de soi par les pratiques culturelles, par des choix esthétiques qui appartiennent à chacun, qui donne son sens à toutes les adhésions et aux volontés de partage – et non l'inverse.

Permettez-moi de revenir sur quelques éléments saillants du bilan du quinquennat dans le domaine de la Culture et de la Communication.

L'opposition tente de répandre l'idée selon laquelle nous serions en train de vivre une période de « dépression culturelle ». Ce diagnostic des socialistes est absolument faux, il est mensonger, il est surtout méprisant pour tous ceux qui dans notre pays se consacrent à une action culturelle, qui y donnent leur temps, leur talent – je pense à nos structures qui réussissent à attirer un public toujours plus nombreux, je pense à toutes les associations qui investissent tous les territoires de la culture.

Dans tous mes déplacements en France, je ne fais que constater, au contraire, le foisonnement des festivals, des expositions, l'extraordinaire qualité et la diversité d'une offre culturelle qui au contraire nous honore. Les chiffres de fréquentation, ceux des festivals, ceux des salles de cinéma dont nous accompagnons massivement la numérisation viennent aussi contredire ces assertions dont personne n'est dupe. Il n'y a pas de dépression culturelle.

Je n'y vois d'ailleurs finalement qu'une tentative assez attendue de la gauche de vouloir faire accréditer sa prétention à une sorte de monopole de légitimité sur l'action culturelle, comme s'il s'agissait d'une affinité élective, qui sonne de manière bien anachronique, avec son cortège de tabous en matière de financement, l'enkystage dans le devoir mémoriel vis-à-vis d'un âge budgétaire doré et de politiques culturelles qui nous ramènent trente ans en arrière. Dans les domaines de la Culture et de la Communication, l'innovation n'a pas de couleur. Être responsables, être innovants, c'est la mission que nous nous sommes donnée, c'est la force des propositions qui émergeront de la Convention Culture de l'UMP.

Être responsable, c'est par exemple appuyer le plan d'action pour le spectacle vivant, que j'ai annoncé à Avignon cet été et qui sera opérationnel début 2012, sur une concertation la plus serrée possible avec les organisations professionnelles. Être responsable, c'est aussi faire aboutir les grands chantiers de la Culture, qui constituent autant de paris sur l'avenir, qui ne peuvent être menés à bien que si l'on s'y engage avec une volonté politique forte : je pense au chantier de la Philharmonie, que j'ai débloqué ; je pense au magnifique succès du Centre Pompidou-Metz, inauguré par le Président en mai 2010, et qui en est déjà à son millionième visiteur.

Innover, faire bouger les lignes des habitudes prises, c'est par exemple la réforme du service public de l'audiovisuel, la suppression des tunnels de publicité en soirée, des grilles de programme qui font une large part à la culture. C'est accompagner tous les Français dans la transition vers la télévision numérique terrestre, en couvrant tous les territoires, sans laisser personne au bord du chemin. Cela, c'est aussi un bilan que l'on peut revendiquer avec fierté.

Innover au service de la démocratisation culturelle, c'est par exemple garantir l'accès gratuit aux moins de 26 ans de l'Union européenne aux musées et monuments nationaux - une volonté du Président de la République, qui, en se traduisant dans les faits, participe aussi de la hausse globale de fréquentation ; c'est faire entrer l'histoire des arts dans les programmes des écoles, grâce à une mesure lancée depuis 2008.

Innover, c'est aussi se donner les moyens de préserver et de mieux mettre en valeur notre patrimoine. Dans ce domaine, le gouvernement peut être fier d'avoir fait un effort budgétaire sans précédent, auquel se sont ajoutés, dans le même esprit, les crédits du plan de relance pour la restauration des cathédrales appartenant à l'Etat, afin de soutenir tout un réseau de petites entreprises spécialisées qui font vivre nos territoires, et de conforter leur attractivité. Dans ce domaine, j'ai également lancé en septembre 2010 le plan musées en région : soutenir les rénovations, les extensions des musées territoriaux et des petits musées nationaux qui jouent un rôle fondamental dans le maillage culturel français. Les aires de mise en valeur

de l'architecture et du patrimoine, enfin, constituent également une réforme essentielle, car elles nous permettent de mieux prendre en compte les objectifs de développement durable sur lesquels le gouvernement s'est engagé avec force et les partenariats avec les collectivités locales. S'engager pour notre patrimoine, ce n'est pas seulement défendre la cause des vieilles pierres et de notre patrimoine rural ; c'est aussi s'engager pour la mise en valeur de notre patrimoine immatériel. Je pense notamment à la reconnaissance, par l'UNESCO, du repas gastronomique français comme patrimoine de l'humanité. Les grincheux ont tôt fait de dire qu'on en fait trop dans ce domaine, comme si la gastronomie était victime d'une indigestion médiatique. À ceux-là je répondrais qu'au contraire, dans ces domaines, on n'en fait jamais assez pour valoriser un patrimoine dans lequel tous les Français se retrouvent. Et en tous cas, depuis 2007 on n'a jamais fait autant pour accompagner, soutenir le patrimoine, pour le financer également.

Innover, c'est aussi contribuer à changer les habitudes. Avec la croissance considérable de l'internet, une illusion s'est imposée depuis une dizaine d'années, celle qui confond la liberté et la gratuité. La loi Hadopi représente dans ce domaine un dispositif essentiel, qui vient contribuer au changement de ces habitudes récentes, qui nuisent considérablement à l'économie de la création, et qui n'ont rien d'irréversibles. Cette loi, indispensable à la régulation d'un écosystème complexe et instable dont nos industries culturelles dépendent, certains continuent à vouloir la dénoncer comme une loi scélérate et liberticide. Pour mémoire, nous pourrions leur rappeler les mesures prises dans les années 1980 contre le piratage des cassettes VHS, dont la vigueur répressive était d'un tout autre calibre, sans que personne alors ne s'en émeuve.

Réguler un écosystème de manière responsable, c'est favoriser la montée en puissance de l'offre légale : en cela, Hadopi, dont la dimension pédagogique est également essentielle, remplit pleinement son contrat. Martine Aubry propose de l'abroger pour lui substituer la licence globale : or non seulement les recettes issues d'un tel dispositif seraient bien insuffisantes, mais l'abrogation de l'Hadopi viendrait asphyxier l'essor de l'offre légale en ligne, alors même que de nouveaux acteurs européens, comme Deezer et Spotify pour la musique, sont en plein développement. Là aussi, il s'agit d'une proposition du passé, qui ne prend pas en compte l'évolution de l'échiquier des acteurs dans un secteur économique en pleine transformation, encore à la recherche de modèles stables.

Ce combat pour l'Hadopi, il nous faudra le poursuivre activement pendant la campagne, en rappelant que favoriser la création à l'heure du numérique ne peut se faire qu'en s'appuyant sur deux piliers : la lutte contre le téléchargement illégal et le développement de l'offre légale. On ne peut pas sacrifier l'un au profit de l'autre, car les deux vont de pair. Une approche responsable, une politique qui défend les artistes, c'est précisément cela. Nous avons, avec Hadopi, défendu avec vigueur les créateurs, les artistes, ceux qui font l'art et la culture aujourd'hui, mais qui doivent aussi pouvoir en vivre.

Les socialistes se donnent l'air d'inventer des solutions en proposant des prélèvements sur les opérateurs télécoms : mais depuis 2007 nous avons mis cela en place pour financer le cinéma et l'audiovisuel. C'est déjà cela qui permet de numériser toutes les salles en France, jusqu'aux plus

petites, et de manière générale, de soutenir le deuxième cinéma au monde.

Quelques mots enfin sur la dimension budgétaire de l'action culturelle menée par le gouvernement et mon ministère. Dans la crise économique et financière que nous traversons, bon nombre de nos partenaires de l'Union européenne ont fait le choix de traiter leur budget de la culture comme une variable d'ajustement. En France, le gouvernement a fait un autre choix, avec tout l'appui nécessaire du Président de la République et du Premier Ministre. Nous avons sécurisé le budget de la Culture et de la Communication, qui peut également s'appuyer sur les crédits du Commissariat général à l'investissement, à hauteur de 750 millions d'euros, pour des projets dédiés à la valorisation de notre patrimoine et à la numérisation des contenus culturels.

Vis-à-vis de nos partenaires européens, ce choix courageux nous oblige. Alors que l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne mais aussi les Pays-Bas ont opéré des coupes drastiques dans leurs budgets consacrés à la Culture, la France s'est engagée à préserver ces moyens en gardant en tête une vision de long terme. Pour reprendre un terme allemand que nos amis américains utilisent souvent, ce n'est en aucun cas de la Schadenfreude. Je suis au contraire inquiet de l'avenir du paysage culturel européen, qui va subir l'impact de ces désengagements que j'espère temporaires chez nos partenaires. À nous de montrer que ce pari sur l'avenir est le bon.

Ce bilan budgétaire, c'est aussi notre réponse à ceux qui voudraient dénoncer un désengagement imaginaire de l'Etat. La droite doit être fière de la priorité qu'elle a su donner à la culture : la gauche croit avoir le monopole de défendre le budget de la culture, c'est faux. Nous avons fait bien plus que le défendre, et ce malgré la crise, mais nous l'avons fait de façon responsable, aux services de projets pour les Français, au service d'une ambition claire pour nos concitoyens et pour les créateurs.

Dénuées de vision stratégique, misant sur le seul effet d'annonce, les propositions qui proposent dans le contexte actuel une augmentation de 50% du budget de la Culture ne sont pas acceptables à l'heure où les contraintes budgétaires pèsent sur l'ensemble des finances publiques. Les citoyens, je crois, ne s'y tromperont pas.

Afin que la majorité puisse poursuivre cette action, vous avez élaboré une série de propositions novatrices, grâce à un travail collectif de réflexion, dont je salue la très grande qualité. J'ai été particulièrement sensible à trois ensembles de proposition : celles sur les nouveaux modes de financement ; vos propositions dans le domaine de la démocratisation culturelle ; celles qui concernent enfin l'attractivité de nos territoires, et notamment le Grand Paris.

En se proposant d'innover dans la recherche de nouveaux modes de financement, la majorité se donne en effet les moyens de ne pas céder à une surenchère budgétaire à la fois inactuelle et irresponsable vis-à-vis des contribuables. Nous devons en effet explorer toutes les voies qui s'offrent à nous, et sur lesquelles l'opposition ne s'attache guère à réfléchir, préférant sans doute s'obstiner à défendre le mythe d'un âge d'or révolu où l'horizon des seules subventions publiques se suffisait à lui-

même. Je pense en particulier à votre proposition d'affecter chaque année à la restauration du patrimoine national 5% des sommes résultant des cessions d'actifs immobiliers de l'Etat et une fraction du produit annuel de la Loterie nationale. Je pense également à toutes les idées qui permettront de favoriser le développement du mécénat d'entreprise, et notamment à votre proposition de permettre l'éligibilité des centres dramatiques nationaux au mécénat. Pour des raisons d'habitude, de réflexe de dépendance vis-à-vis des subsides publics, de réflexe idéologique parfois, le développement de démarches alliant spectacle vivant et mécénat n'ont pas toujours été suffisamment explorés. Une fois de plus, c'est la force des propositions de la majorité : avancer sans tabous contre les immobilismes, rechercher les bonnes solutions dans un contexte de contrainte.

Venant de la droite, les mesures proposées dans le domaine de la démocratisation culturelle se voient très souvent dotées par l'opposition de tous les maux imaginables. Comme si parler d'intimidation sociale relevait nécessairement du populisme d'un autre temps. Vos propositions dans ce domaine d'action qui est central pour le ministère de la Culture depuis sa création en 1959 par André Malraux montrent au contraire que cette idéologisation des enjeux n'intéressent que les partisans d'une certaine tour d'ivoire qui s' imagine détentrice de monopoles perdus. Je pense en particulier à votre proposition de généraliser le « Pass culture » destiné aux familles et aux jeunes, dont le succès dans certaines collectivités est avéré. Le généraliser permettrait effectivement de remédier aux inégalités qui se créent de fait entre les collectivités locales qui jouent le jeu et celles qui n'en ont pas l'intention. Je pense également à votre idée de favoriser l'accès pour tous à une pratique culturelle, en proposant à tout élève, à côté des enseignements obligatoires, une pratique artistique effective à l'école ou dans un équipement culturel de proximité. Les remarquables orchestres DEMOS, initiés par le Conseil de création artistique et portés par Laurent Bayle à la Cité de la Musique, sont en effet exemplaires : c'est un modèle qui gagne effectivement à être développé pour donner aux pratiques musicales amateurs la place qu'elles méritent dans notre société.

En ce qui concerne l'attractivité de nos territoires, le projet du Grand Paris occupe à coup sûr une place déterminante. Le transport et le logement en sont évidemment des dimensions essentielles ; n'oublions pas la culture. Pour une métropole de 10 millions d'habitants qui doit renforcer son attractivité internationale, la culture, qui est également une dimension essentielle de l'identification de nos concitoyens à la région capitale, joue à l'évidence un rôle considérable. S'engager pour un Grand Paris de la culture est un projet dont le Président pourrait s'emparer, dans la continuité de son discours fondateur d'avril 2009, et je m'engage à vous soutenir pour qu'il puisse retenir cette proposition d'avenir. Le « 1% Grand Paris » nous permettrait par ailleurs de rappeler les collectivités à leurs obligations dans le cadre des contrats de développement territoriaux, et d'éviter les émiettements de projet, en coordonnant les actions ainsi financées sous le contrôle d'une commission dont la légitimité artistique et scientifique sera irréprochable, en donnant la priorité aux commandes innovantes et aux projets pluridisciplinaires. C'est à repenser la commande publique que vous nous incitez. L'heure, en effet, n'est plus à la fresque, au bas relief ou à la statue monumentale ; je sais combien le foisonnement des propositions artistiques en prise avec le phénomène urbain et l'évolution des codes esthétiques représentent en effet une chance à

saisir, que mon ministère et la majorité auront la chance de mettre en valeur durant la campagne présidentielle.

Je vous remercie.

www.culture.gouv.fr